

DIALLO Fatoumata, Sciences Po Paris, Centre de recherches internationales (UMR 7050)

OLIVIER DE SARDAN (Jean-Pierre)

*La revanche des contextes. Des mésaventures de l'ingénierie sociale, en Afrique et au-delà*

Paris, Karthala, Coll. « Hommes et Sociétés », 2021, 480 pages.

L'ouvrage s'articule autour d'une question principale : pourquoi les politiques de développement échouent-elles si souvent, et plus largement, comment expliquer l'écart entre ces politiques publiques telles qu'elles sont formulées et leur réalité sur le terrain ? Cette question, longuement examinée par les littératures du développement et de l'analyse des politiques publiques, reste d'actualité. Elle est peut-être d'autant plus pertinente en Afrique où des acteurs issus de plusieurs mondes co-produisent les réponses aux problèmes publics. Olivier de Sardan choisit de prendre ces écarts comme point de départ pour dresser le portrait de l'action publique en Afrique, faire interagir ses conclusions avec d'autres champs de la littérature en sciences sociales et extraire des résultats de recherche applicables au-delà du continent.

L'ouvrage est un travail collaboratif riche en empirie nourri des travaux antérieurs de l'auteur et de nombreuses contributions d'autres chercheurs du LASDEL (Laboratoire d'Études et de Recherche sur les Dynamiques Sociales et le Développement Local). Le livre est divisé en cinq parties. L'auteur s'emploie d'abord à définir les termes-clés que sont notamment l'ingénierie sociale et ce qui est entendu par l'expression « revanche des contextes », quasi-synonyme du concept d'*implementation gap* (p.16) initialement développé dans la littérature de l'analyse des politiques publiques nord-américaine. Il rappelle également que l'Afrique évoquée est celle dont les modernités sont largement définies par les projets de développement avec lesquels les bureaucraties locales doivent composer. La première partie est dédiée aux « modèles voyageurs » : les politiques publiques érigées en exemple par les sphères internationales du développement et exportées dans de nombreux pays. Elles sont ici dépeintes comme des interventions standardisées, propulsées au statut de modèle par le biais d'une histoire édifiante originelle. L'étude de cas centrée autour des transferts monétaires illustre les dissonances créées

par leur transposition incomplète et hasardeuse à de nouveaux contextes africains. Le concept exploratoire des « normes pratiques » fait l'objet de la deuxième partie. L'écart observé entre normes formelles et réalités de mise en œuvre est une constante rapportée par des auteurs aux disciplines et sensibilités diverses travaillant sur tous types d'aires géographiques et Olivier de Sardan analyse l'existence de normes pratiques (« diverses régulations implicites (informelles, de facto, tacites, latentes) qui sous-tendent les pratiques des acteurs » (p.121)) comme des facteurs explicatifs de ces décalages. L'étude de cas centrée sur la culture professionnelle des sages-femmes nigériennes permet d'introduire le concept de « nœud critique » en référence aux situations où les normes pratiques d'usage dans un secteur donné entrent en contradiction avec la mission de délivrance de biens et services publics. La troisième section de l'ouvrage s'intéresse au mode de gouvernance, défini comme un « dispositif institutionnel spécifique de délivrance de biens d'intérêt général » (p. 209). On y décrit plusieurs modes (« mécénal », ou encore « religieux ») avant de souligner que plusieurs de ces modes co-existent souvent dans la délivrance d'un seul bien. Les modes de gouvernance interdépendants que sont le « mode bureaucratique-étatique » (dont les contradictions en Afrique justifient l'ampleur du recours aux normes pratiques) et le « mode développementiste » (qui crée des bulles de gouvernement de projet en projet) font chacun l'objet d'un chapitre. La quatrième partie porte sur les logiques sociales – des cohérences de comportement transversales aux normes pratiques, telles que la pitié, la honte ou encore l'ostentation - comme une alternative au néo-patrimonialisme et au culturalisme traditionnaliste africaniste comme explications des spécificités de l'action publique en Afrique. Une étude de cas assez convaincante met à l'œuvre cette hypothèse et montre comment ces logiques sociales co-existent dans la délivrance de services publics au Niger dans les secteurs de la justice, du maintien de l'ordre et de la santé publique. L'auteur clôt l'ouvrage en s'interrogeant sur le rôle à donner à ces conclusions dans le cadre de l'action publique. Il effectue d'abord un état des lieux de l'incompréhension entre chercheurs et acteurs du développement, souligne toutefois le rôle des « experts contextuels » capables d'interagir avec les normes pratiques dans la réduction de l'écart entre le plan initial et la mise en œuvre ainsi que sur la promotion de solutions locales à l'aide de divers exemples.

Le livre reprend de nombreuses conclusions déjà énoncées par l'auteur dans ces précédents travaux, mais va plus loin dans l'articulation de tous ces résultats de recherche entre eux et avec le reste des littératures académiques concernées. Chaque partie est agrémentée d'un vaste état de l'art autour des notions discutées dans les pages suivantes. L'écriture se veut accessible, simple et rigoureuse. Le volume constitue ainsi une porte d'entrée idéale vers la socio-

anthropologie du développement pour des étudiant.es ou des chercheur.es issus de disciplines éloignées des sciences sociales. Le livre est écrit comme une invitation à poursuivre l'œuvre de l'auteur à travers la mise au travail des concepts-clés dont les faiblesses occasionnelles sont mentionnées par l'auteur.

On peut tout de même mentionner quelques limites à l'ouvrage. On note certains angles morts dans la recension des apports théoriques. Dans le chapitre consacré aux modèles voyageurs, Olivier de Sardan s'appuie sur les classiques de la littérature de la circulation internationale des politiques publiques afin de développer son propre concept. Malheureusement, il ne mentionne pas les écrits plus récents issus des *policy mobilities* alors même que l'idée de modèle voyageur s'inscrit parfaitement dans la perspective critique de ces travaux. S'appuyer sur ces derniers aurait pu donner encore plus de force aux arguments de l'auteur. On peut par ailleurs reprocher à certains concepts développés dans l'ouvrage leur délimitation approximative. Les logiques sociales, par exemple, sont décrites comme à la fois « universelles » et « très contextualisées », elles régissent l'observance de normes à la fois officielles, sociales et pratiques dans les sphères privées et professionnelles (p. 355). Le flou inhérent à certaines de ces définitions peut remettre en question la légitimité des notions concernées et entraver leur réappropriation par d'autres chercheuses et chercheurs à l'avenir. Enfin, la conclusion laisse le lecteur sur sa faim. En effet, on y rappelle que les savoirs locaux constituent une des clés pour réduire *l'implementation gap*. Toutefois, l'auteur offre peu de pistes pour dépasser ce constat. Une dernière remarque concerne l'Afrique dont il est question tout au long de l'ouvrage. En effet, malgré le paragraphe dédié à cette question en introduction, on constate que les données sont issues de zones spécifiques, francophones et souvent rurales ou péri-urbaines. Dès lors, qu'en est-il de ces résultats pour l'Afrique des villes et l'Afrique non-francophone, au-delà de leurs apparitions furtives dans certaines vignettes ?

Ces dernières remarques n'enlèvent rien à la richesse de l'ouvrage et à la force de son propos, adossé sur plusieurs décennies de recherche collective. L'ouvrage est accessible à des chercheurs de plusieurs niveaux et fait travailler des concepts exploratoires de façon convaincante, d'autant plus que ceux-ci sont mis en relation avec la littérature des sciences sociales au sens large afin de permettre au plus grand nombre de s'en emparer.